

[Texte]

processes and certain procedures. So it is really not legislation, as I say, that creates new authority, with one exception, and that has to do essentially with the transborder activities. I think that gives a sense of an overview of it, and we might move to the next slide.

• 1615

Again, to place it in context, it is important to realize that the reform package as we have characterized it is not the legislation alone. The legislation is focused on projects. I will be speaking later about the definition of projects and what that means. But it is focused on projects.

In addition to that, there is an announced commitment by the government to assess all proposals that go before the Cabinet. That is a clear commitment. My office is currently in the process of developing to lay before ministers some specific mechanisms internal to government as to how that might be done. It is also a commitment to issue a statement that will summarize or characterize the environmental assessment at the time the Cabinet decision is announced. There are no exceptions to that; all Cabinet decisions are caught in that process. That does not mean that all Cabinet decisions have environmental implications. Our best guess, from examining it in the past, is that you are looking at perhaps 20% of them that do have some implications, and perhaps a quarter of those with serious implications.

Another element of the government's reform package is financial assistance for participants in public hearings. As members will know, we have had an ad hoc process up until now, meaning that when we were able to find moneys we did in fact make available intervenor funds. But more often than not we were not able to find such moneys. This program will ensure that moneys are available in each review—not necessarily, of course, to a level that may satisfy all, but nonetheless we will have intervenor funding for each review. That is a very significant advance.

That program has been announced. It is not yet operational because we have yet to submit the detail for financing to the Treasury Board. But we are confident that will be able to proceed.

There is, as part of the legislation, the creation of a new administrative agency. That is probably of more importance to those of us sitting at this table than for others around the room, since it also means the disappearance of FEARO. The new agency will have a different function than FEARO has, though it will contain many of the same functions as well.

Finally, there will be a commitment of substantial new resources in order to implement the reforms. There will be a lot more actual assessment going on is the point I am making. The announcement of the precise amounts of more resources will be incorporated into the Green Plan announcements coming later this year.

[Traduction]

conformément à un certain processus et à certaines procédures. Aucun nouveau pouvoir n'est accordé donc, sauf pour ce qui est des activités transfrontières. Voilà donc pour ce qui est de l'aperçu général. Nous pouvons passer au prochain acétate.

Il est important de rappeler, pour mettre les choses en perspective, que l'ensemble de réformes dont nous parlons dépassent le cadre de la seule mesure législative. Cette dernière est centrée sur les projets, dont j'aborderai un peu plus loin la définition. L'accent y est donc mis sur les projets.

De plus, le gouvernement a déclaré sa volonté d'évaluer toutes les propositions soumises au Cabinet. Il s'agit d'un engagement clair. Mon bureau est en train de mettre au point à l'intention des ministres des mécanismes internes bien précis à cette fin. Le gouvernement s'est également engagé à publier une déclaration résumant ou caractérisant l'évaluation environnementale au moment de l'annonce d'une décision du Cabinet. Il n'y a pas d'exception; toutes les décisions du Cabinet sont visées par le processus. Cela ne signifie pas que toutes les décisions du Cabinet ont des implications environnementales. A notre avis, compte tenu de l'expérience à ce jour, c'est le cas de 20 p. 100 d'entre elles environ et, du nombre, environ le quart ont des répercussions importantes sur l'environnement.

L'aide financière à ceux qui participent à des audiences publiques est un autre aspect visé par l'ensemble de réformes du gouvernement. Comme les membres du comité le savent, nous avons tranché au cas par cas jusqu'à maintenant, c'est-à-dire que nous avons effectivement accordé une aide financière aux intervenants lorsque nous avons pu dénicher les sommes voulues. Cependant, dans la plupart des cas, la chose n'a pas été possible. Dans le cadre du programme prévu, l'aide financière sera là pour chaque examen. Evidemment elle ne sera pas nécessairement à la hauteur de toutes les espérances mais elle sera disponible pour chaque évaluation. Voilà un progrès considérable.

Le programme a fait l'objet d'une annonce. S'il n'a pas encore été concrétisé, c'est que nous n'avons pas encore présenté les détails des aspects financiers au Conseil du Trésor. Nous avons cependant bon espoir de pouvoir aller de l'avant.

La mesure législative envisage notamment la création d'un nouvel organisme administratif. La chose revêt probablement plus d'importance pour ceux d'entre nous qui sommes autour de la table que pour les autres personnes qui sont ici puisqu'elle implique la disparition du Bureau d'examen des évaluations environnementales. Le nouvel organisme n'aura pas la même fonction que le Bureau mais il exercera dans une large mesure le même rôle que son prédécesseur.

Enfin, des ressources nouvelles considérables seront engagées pour la mise en oeuvre des réformes. C'est-à-dire que les activités d'évaluation auront beaucoup plus d'ampleur. Les montants précis seront annoncés plus tard cette année, dans le cadre du Plan vert.